

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

17 AVRIL 1991

**Proposition de résolution
relative à la situation au Kosovo**

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES
PAR M. DE BREMAEKER**

Les événements du Kosovo sont souvent à la une de l'actualité ces dernières années. Le Kosovo est une région de Yougoslavie, qui fait partie de la république de Serbie, mais qui est habitée essentiellement par des Albanais. A la faveur de la réforme de l'Etat unitaire yougoslave qui eut lieu sous Tito, le Kosovo devint une province autonome au sein de la Serbie. Mais, à la suite de heurts entre Serbes et Albanais, la Serbie leva pratiquement l'autonomie de la province du Kosovo.

Depuis, l'on y a assisté à une multiplication des actes de violence en tous genres. Comme ces événe-

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : Mme Hanquet, présidente; MM. Bockstal, De Backer, De Belder, De Cooman, Deneir, Eicher, Erdman, Hasquin, Henneuse, Kelchtermans, Mme Lieten-Croes, MM. Mathot, Simonet, Verschueren et De Bremaeker, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Borin, Cools, De Seranno, Hatry, Monfils, Petitjean et Stroobant.

3. Autres sénateurs : Mme Aelvoet, MM. Allewaert, de Seny, Henrion, Janzegers et Kuijpers.

R. A 15284*Voir :***Document du Sénat :**

1224-1 (1990-1991) : Proposition de résolution.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1990-1991**

17 APRIL 1991

**Voorstel van resolutie
betreffende de toestand in Kosovo**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER DE BREMAEKER**

De gebeurtenissen in Kosovo komen sedert een paar jaren vaak in de actualiteit. Kosovo is een gebied in Joegoslavië dat zich in de deelrepubliek Servië bevindt maar hoofdzakelijk door Albanen bewoond is. Als gevolg van de staatshervorming die het unitaire Joegoslavië onder Tito meemaakte, werd Kosovo een autonome provincie binnen Servië. Botsingen tussen Serviërs en Albanen brachten mee dat Servië het autonome karakter van deze provincie praktisch afschafte.

Sedertdien zijn gewelddaden aldaar eerder toegenomen. De actualiteit ervan maakt het dan ook voor

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevr. Hanquet, voorzitter; de heren Bockstal, De Backer, De Belder, De Cooman, Deneir, Eicher, Erdman, Hasquin, Henneuse, Kelchtermans, mevr. Lieten-Croes, de heren Mathot, Simonet, Verschueren en De Bremaeker, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Borin, Cools, De Seranno, Hatry, Monfils, Petitjean en Stroobant.

3. Andere senatoren : mevr. Aelvoet, de heren Allewaert, de Seny, Henrion, Janzegers en Kuijpers.

R. A 15284*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

1224-1 (1990-1991) : Voorstel van resolutie.

ments mobilisent les projecteurs de l'actualité, point n'est besoin que le rapporteur et l'auteur de la proposition de résolution s'étendent sur le sujet.

DISCUSSION GENERALE

L'auteur, qui déclare que M. Noerens souhaite également figurer parmi les cosignataires, souligne que c'est à dessein que l'on s'en est tenu à un texte aussi concis que possible.

Le Ministre rappelle qu'à la suite d'une interpellation de l'auteur, il a reçu l'ambassadeur de Yougoslavie pour obtenir des explications sur la situation qui règne au Kosovo.

L'ambassadeur, qui aurait manifesté un manque d'assurance, aurait toutefois nié qu'il y ait eu des tortures.

Il semble, selon lui, qu'il n'y a pas de preuves de tortures systématiques, mais il n'en est pas moins établi que les droits de l'homme ont été violés sur une grande échelle.

Un membre se dit disposé à voter en faveur de la résolution, à condition que l'on en supprime le deuxième alinéa en tenant compte du fait qu'il n'y a pas de preuves de tortures.

L'auteur cite, néanmoins, une série de preuves irréfutables d'interventions policières criminelles.

Un sénateur rappelle que l'un des chefs albanais du Kosovo a été assassiné à Bruxelles. Il demande si l'on a suivi l'évolution de cette affaire et si l'on a, par exemple, demandé des extraditions.

Le Ministre déclare qu'il est disposé à demander des informations à son collègue de la Justice.

Un membre assure que son groupe est plus ou moins d'accord sur le texte de la résolution.

Un autre membre fait observer que certaines demandes sont adressées au gouvernement yougoslave et que d'autres sont adressées au gouvernement belge. Il suggère que l'on établisse une distinction entre les deux, pour améliorer la structure de la résolution. Il s'enquiert, par ailleurs, de la signification d'une série de mots qui figurent dans le texte.

La discussion est interrompue, pour permettre que l'on réfléchisse à ce qui vient d'être dit et d'adapter le texte en fonction de certaines des considérations émises.

La deuxième réunion consacrée à l'examen de la proposition de résolution commence par la communication de photos et la projection d'un film vidéo. Ces preuves, ainsi que les déclarations verbales d'un sénateur qui s'est rendu sur place à plusieurs reprises, sont invoquées à l'encontre de l'affirmation de l'ambassadeur de Yougoslavie selon laquelle il n'y a pas eu de tortures systématiques au Kosovo.

de rapporteur, zowel als voor de indienster van dit voorstel van resolutie, overbodig hierbij meer toelichting te verschaffen.

ALGEMENE BESPREKING

De indienster, die mededeelt dat ook de heer Noerens als mede-ondertekenaar, wenst op te treden, stipt aan dat de tekst bewust zo beknopt mogelijk is gehouden.

De Minister deelt mede dat hij, gevolgsgevend aan een interpellatie van de indienster, de ambassadeur van Joegoslavië heeft ontvangen om meer uitleg te horen over de toestand in Kosovo.

De ambassadeur zou zich onzeker gedragen hebben doch de folteringën ontkennen.

Een bewijs voor stelselmatig folteren schijnt niet voorhanden te zijn, zo besluit hij, wel van schending der mensenrechten op grote schaal.

Een lid verklaart bereid te zijn tot instemming met de resolutie op voorwaarde dat het tweede lid weggelaten wordt, aangezien folteringën niet bewezen zijn.

De indienster citeert niettemin enkele onomstotelijke bewijzen van misdadig politie-optreden.

Een senator herinnert er aan dat een van de Albaneese Kosovo-aanvoerders te Brussel vermoord werd. Hij vraagt of deze zaak opgevolgd werd, of bv. uitlevering gevraagd werd.

De Minister is bereid zijn collega van Justitie om inlichtingen te verzoeken.

Een lid verzekert dat zijn fractie het *grosso modo* eens is met de tekst van de resolutie.

Een ander lid merkt op dat sommige eisen gericht zijn tot de Joegoslavische, andere tot de Belgische regering. Hij suggereert deze twee soorten te onderscheiden met het oog op een duidelijker structuur van de resolutie en vraagt naar de betekenis van enkele woorden uit de tekst.

Om over een en ander na te denken en om de tekst aan te passen aan sommige bedenkingen, wordt de bespreking uitgesteld.

De tweede vergadering die aan de bespreking van dit voorstel van resolutie besteed wordt, begint met het tonen van foto's en het afrollen van een video-film. Deze getuigenissen, samen met de mondelinge verklaringen van een senator die herhaaldelijk ter plaatse geweest is, worden aangebracht als weerlegging van de bewering, door de ambassadeur van Joegoslavië, dat in Kosovo niet stelselmatig gefolterd wordt.

Les membres présents de la Commission semblent être convaincus du contraire.

Les enregistrements vidéo ont été réalisés par un cadreur de la B.R.T.; le sénateur concerné, qui s'est rendu au Kosovo, était accompagné de M. Cana, président du Comité des Droits de l'Homme du Kosovo et de membres des comités Hakmaria (anti-revanchards locaux).

Un sénateur fait observer que plusieurs rapports ont déjà été consacrés aux atrocités commises au Kosovo. Pour des raisons politiques, on a toujours fait preuve de mollesse sur ce point à l'égard de la Yougoslavie. A propos des images des nombreux écoliers victimes de l'utilisation de gaz, il demande s'il s'agissait effectivement d'ypérite comme on l'a déclaré. A-t-on procédé à des analyses du gaz utilisé et, dans l'affirmative, quels en ont été les résultats?

Le sénateur, qui s'est rendu sur place, cite l'avis du docteur Longfield, un Britannique, selon lequel on a effectivement utilisé du gaz. Il n'a, toutefois, pas pu emporter d'échantillons de sang qu'il aurait pu analyser.

Il y a quinze jours, il est toutefois retourné au Kosovo en compagnie, cette fois, du docteur Cohen, qui est un célèbre médecin légiste d'Amsterdam. Ils ont constaté l'un et l'autre qu'il y a bel et bien des tortures systématiques. Ils ont fait savoir, en ce qui concerne le gaz, qu'ils en ignorent toujours la nature.

Le Ministre déclare qu'il est conscient du fait qu'il s'agit d'un vieux problème qui a, en outre, un caractère conjoncturel. Selon l'évolution de la situation, l'autonomie du Kosovo est élargie ou limitée. Il note qu'un processus de démocratisation se développe dans l'ensemble de la Yougoslavie. La Serbie est la seule république à résister à ce processus, même si l'on y décèle également des indices précis d'une volonté de changement.

Le Kosovo ne doit pas espérer une sensible amélioration de la situation. La Yougoslavie sera tout au plus condamnée publiquement, en compagnie de la Roumanie et de quelques autres Etats, au cours de la deuxième réunion de la C.S.C.E., qui aura lieu en octobre prochain.

Un sénateur demande si un texte a déjà été rédigé en vue de cette réunion.

Le Ministre répond négativement. Il ajoute que l'on attend encore une réponse, il est vrai peu probable, de la Yougoslavie.

Le même sénateur se dit réjoui par la réponse plus que satisfaisante du Ministre à une interpellation récente de l'auteur de la proposition de résolution sur le même sujet. Il est possible, selon lui, d'exercer sur la Yougoslavie plus qu'une pression verbale. La You-

De aanwezige leden van de Commissie schijnen van het geteendeel overtuigd.

De video-opnamen werden gemaakt door een B.R.T.-cameraman; de bezoekende senator was vergezeld door de heer Cana, voorzitter van het Kosovarse Comité voor Mensenrechten alsmede door leden van plaatselijke Hakmaria (anti-bloedwraak)-comités.

Een senator merkt op dat over de wreedheden in Kosovo reeds verschillende rapporten werden opge maakt. Om politieke redenen werd Joegoslavië hiervoor nooit meer dan halfzacht aangepakt. In verband met de beelden van vele door gas getroffen scholieren, wenst hij te weten of het inderdaad om zenuwgas ging. Werden hiervan ontleding en gemaakt en met welke resultaten?

De senator die ter plaatse was, citeert het oordeel van de Britse dr. Longfield: er is gas gebruikt. Deze heeft echter geen bloedstalen kunnen meenemen voor onderzoek.

Veertien dagen geleden is hij evenwel opnieuw naar Kosovo gegaan, ditmaal in het gezelschap van dr. Cohen, beroemd wetsdokter uit Amsterdam. Beiden hebben vastgesteld dat er inderdaad stelselmatig gefolterd wordt. Wat het gas betreft, daarover berichten zij dat de aard ervan hen onbekend is.

De Minister beseft dat het om een oud, bovendien conjunctureel, probleem gaat. Naargelang van de toestand verkrijgt Kosovo meer of minder autonomie. Hij stipt aan dat heel Joegoslavië door een democratiseringsproces is aangegrepen. Alleen Servië weerstaat daar tot nu toe aan, al zijn ook daar duidelijke tekenen van een wil tot verandering merkbaar.

Op veel verbetering kan Kosovo niet hopen. Hooguit zal Joegoslavië, samen met Roemenië en een paar andere landen, in het openbaar veroordeeld worden op de tweede vergadering van de K.V.S.C.-conferentie in oktober a.s.

Een senator vraagt of met het oog op die vergadering reeds een tekst opgesteld werd.

De Minister antwoordt negatief. Er wordt nog gewacht op een antwoord van Joegoslavië, al is dit weinig waarschijnlijk.

Dezelfde senator verheugt zich over het meer dan bevredigende antwoord dat de Minister gegeven heeft na een recente interpellatie over hetzelfde onderwerp door de indienster van het voorstel van resolutie. Hij ziet een middel om Joegoslavië onder

goslavie vient de se voir octroyer, en tant que partenaire privilégié dans la politique économique de la C.E., la deuxième tranche d'un prêt.

Accorder une tranche d'un prêt ne signifie pas pour autant libérer immédiatement les fonds en question. Il suggère que cette libération soit subordonnée à l'amélioration de la situation au Kosovo.

Pourquoi des sanctions économiques prises contre la Yougoslavie resteraient-elles sans effet? On sait que les sanctions prises contre l'Afrique du Sud et d'autres pays ont porté leurs fruits.

En conclusion de la discussion générale, un membre demande ce qu'il advient d'une résolution adoptée par le Sénat.

Le Ministre renvoie à la longue liste d'actions entreprises par la Belgique à l'encontre de la Yougoslavie.

L'intervenant précise qu'il aimerait exactement savoir si un gouvernement a jamais eu la politesse d'informer le Parlement à propos des mesures qu'il avait prises ou qu'il avait estimé ne pas devoir prendre, à la suite du vote d'une résolution. Il estime qu'un gouvernement devrait fournir ces informations d'office et pas seulement à la demande ultérieure d'un parlementaire.

DISCUSSION DU TEXTE

L'auteur a tenu compte d'une série d'observations faites antérieurement et propose un nouveau texte, rédigé comme suit:

« Le Sénat,

Considérant que les Albanais du Kosovo font l'objet de discriminations inacceptables de la part de la République de Serbie et du gouvernement yougoslave en raison de leur appartenance ethnique:

1. *Qu'en effet, les Albanais ont très difficilement accès tant à l'enseignement qu'aux soins de santé, aux emplois dans l'armée, la presse, la magistrature, la politique et le secteur médical (sous-représentation manifeste, licenciements massifs,...)*

2. *Qu'il existe par ailleurs une volonté politique systématique de démolition du patrimoine culturel et historique du peuple albanais (fermeture de théâtres, de bibliothèques, réduction des heures d'apprentissage de la langue maternelle, disparition des cours de culture, carence d'écoles,...)*

3. *Que les Albanais, font l'objet d'arrestations arbitraires, sans motif, de violation de la vie privée, de*

meer dan verbale druk te plaatsen. De tweede schijf van een lening is toegestaan aan Joegoslavië, als bevoorrechte partner in het financieel-economisch beleid van de E.G.

Toestaan betekent nog niet dadelijk het geld vrijmaken. Hij suggereert dat dit vrijmaken gekoppeld zou worden aan een verbetering van de toestand in Kosovo.

Waarom zouden economische sancties niet werken tegen Joegoslavië? Ze hebben wel gewerkt tegen Zuid-Afrika en anderen.

Als slot van de algemene bespreking werpt een lid de vraag op wat er gebeurt nadat de Senaat een resolutie heeft aangenomen.

De Minister verwijst naar een waslijst van acties die België heeft ondernomen i.v.m. Joegoslavië.

Het lid bedoelt eigenlijk of een regering ooit de hofelijkheid gehad heeft, aan het Parlement te laten weten wat zij als gevolg van een resolutie gedaan heeft of gemeend heeft niet te moeten doen. Het meent dat zulks van rechtswege zou moeten gebeuren en niet alleen als een parlamentslid naderhand om uitleg vraagt.

BESPREKING VAN DE TEKST

De indienster is ingegaan op een aantal vroeger geuite bemerkingen en stelt een nieuwe tekst voor. Deze luidt als volgt:

« De Senaat,

Overwegende dat de Albanen in Kosovo als etnische groep op onduidelijke wijze worden gediscrimineerd door de Republiek Servië en de Joegoslavische regering:

1. *Dat de Albanen immers slechts met mondjesmaat worden toegelaten tot zowel het onderwijs als de gezondheidszorg, de betrekkingen bij het leger, de pers, de magistratuur, de politiek en de medische sector (kennelijke ondervertegenwoordiging, massaal ontslag, ...).*

2. *Dat het politiek beleid er bovendien op gericht is het cultureel en historisch erfgoed van het Albanese volk systematisch te vernietigen (sluiting van schouwburgen, bibliotheken, beperking van het aantal lessen moedertaal, schrapping van de lessen Albanese cultuur, gebrek aan scholen, ...)*

3. *Dat de Albanen willekeurig en zonder enige grond worden aangehouden, dat hun persoonlijke le-*

peines de prison plus importantes que les Serbes, que les prisonniers politiques sont détenus et torturés illégalement.

4. Que les Albanais sont victimes d'une propagande médiatique de discrédit, d'humiliations, de calomnies et de mensonges de la part de la Serbie.

Considérant que la liberté fondamentale d'expression du peuple albanais a été violée (dissolution des assemblées par la force, fermeture de la radio et de la télévision albanaises).

Considérant les aspirations légitimes du peuple albanais au respect de son autonomie,

Demande au gouvernement belge :

1. De condamner toutes les discriminations, arrestations, atteintes aux droits de l'homme et tortures à l'égard des prisonniers politiques au Kosovo.

2. De demander au gouvernement yougoslave et à la République de Serbie :

— La libération des prisonniers politiques;

— Le respect des droits de l'homme et notamment le rétablissement des assemblées dissoutes par la force, de la liberté d'expression et de presse des Albanais, la réouverture de la radio et de la télévision albanaises;

— La suppression des discriminations à l'égard des Albanais;

— Le respect de l'identité culturelle albanaise et de la volonté de renforcement de l'autonomie des Albanais au Kosovo ainsi que l'organisation d'élections libres garanties.

3. De prévoir des sanctions économiques à l'égard de la Yougoslavie et de la République serbe en cas de non-respect au Kosovo des droits de l'homme et des libertés fondamentales. »

Ce texte peut également encore être modifié.

Pour commencer, le mot « Albanais » peut susciter une certaine confusion, puisqu'il sert, d'abord, à désigner les habitants de l'Albanie voisine.

L'auteur propose, dès lors, lui-même de remplacer, dans le texte français, les mots « le peuple albanais » par les mots « la communauté yougoslave d'origine albanaise au Kosovo », et ce, en procédant aux corrections grammaticales nécessaires dans l'ensemble du texte. La Commission approuve cette modification.

Une série de sénateurs proposent de supprimer, dans le préambule, les mots « le gouvernement you-

venssfeer wordt aangetast, dat tegen hen zwaardere gevangenisstraffen worden uitgesproken dan tegen Serviërs, dat de politieke gevangenen op onrechtmatige wijze gevangen worden gehouden en dat zij gefolterd worden.

4. Dat de Albanese het slachtoffer zijn van een hetze in de nieuwsmedia, van een vernederende behandeling, van een laster- en leugencampagne opgezet door Servië.

Overwegende dat het fundamentele recht van het Albanese volk op vrijheid van meningsuiting werd geschonden (ontbinding van de assemblées met gewelddadige middelen, sluiting van de Albanese radio- en televisiezenders).

Gezien het gewettigd streven van het Albanese volk om zijn autonomie erkend te weten,

Verzoekt de Belgische Regering :

1. Elke vorm van discriminatie, aanhouding, schending van de rechten van de mens en foltering van de politieke gevangenen in Kosovo te veroordelen.

2. Bij de Joegoslavische Regering en de Republiek Servië aan te dringen op :

— De vrijlating van de politieke gevangenen;

— De eerbiediging van de rechten van de mens, en meer bepaald de wederbijeenroeping van de met geweld ontbonden assemblées, de eerbiediging van de vrijheid van meningsuiting en van drukpers, het hervatten van de uitzendingen van de Albanese radio en televisie;

— Het opheffen van elke vorm van discriminatie waarvan Albanese het slachtoffer zijn;

— De erkenning van de culturele eigenheid van het Albanese volk en van zijn streven naar meer autonomie in Kosovo en de organisatie van gewaarborgd vrije verkiezingen.

3. Te voorzien in economische sancties tegenover Joegoslavië en de Republiek Servië ingeval de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden in Kosovo met voeten worden getreden. »

Ook deze tekst is nog onderhevig aan wijzigingen.

Vooreerst kan het woord « Albanees » tot verwarring leiden want het kan evengoed op inwoners van het buurland Albanië slaan.

De indiener stelt daarom zelf voor, in de Franse tekst « le peuple albanais » te vervangen door « la communauté yougoslave d'origine albanaise au Kosovo » en dit, met de nodige spraakkunst-aanpassingen, overal in de tekst. De Commissie stemt in met deze wijziging.

Een paar senatoren stellen voor, in de aanhef « de Joegoslavische regering » weg te laten, omdat deze

goslave», étant donné que le gouvernement yougoslave ne représente plus grand-chose et que l'on ne peut, dès lors, pas le considérer comme responsable de ce qui va mal au Kosovo.

Par contre, le gouvernement yougoslave doit être désigné comme le destinataire de la résolution dans le dispositif de celle-ci, puisque c'est à l'égard de celui-ci que le gouvernement belge est invité à intervenir. Au terme d'une courte discussion, la Commission approuve cette proposition.

Un échange de vues a également lieu au sujet du point 3 du nouveau texte, qui concerne les sanctions économiques. L'on souligne que l'argent du prêt en question est de l'argent européen. Les choses ne sont donc pas placées dans un contexte bilatéral. Par conséquent, il convient d'atténuer quelque peu les termes dans lesquels le texte est rédigé: l'auteur propose, dès lors, de remplacer le texte qu'il a présenté initialement par le texte suivant: «D'insister, dans le cadre des Douze, sur la vigilance au sujet du respect des droits de l'homme en Yougoslavie, en tenant compte du lien qui doit exister à cet égard dans les relations entre la Communauté européenne et la Yougoslavie.»

La Commission approuve cette modification.

La Commission approuve ensuite l'insertion, à la fin de l'avant-dernier alinéa, du texte suivant:

« — *Le retour de l'armée dans ses casernes et le retrait de la police militaire serbe des services publics au Kosovo;*

— *La réouverture de toutes les institutions qui ont été fermées (écoles, théâtres, bibliothèques, ...) et le rétablissement de la reconnaissance de la langue albanaise dans l'administration et les services de santé du Kosovo;*

— *L'arrêt du rejet systématique dont les habitants d'expression albanaise du Kosovo font l'objet et l'arrêt de la politique d'implantation en faveur des Serbes.* »

La proposition de résolution ainsi amendée est adoptée à l'unanimité des 12 membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur.

Le Rapporteur,
J. DE BREMAEKER.

La Présidente,
H. HANQUET.

nauwelijks nog iets voorstelt en dus ook niet verantwoordelijk kan geacht worden voor wat in Kosovo verkeerd gaat.

De Joegoslavische regering wordt daarentegen wel aangesproken in het beschikkende gedeelte omdat het onder andere tot haar is dat de Belgische Regering verzocht wordt op te treden. Na enige bespreking stemt de Commissie hiermede in.

Er wordt ook van gedachten gewisseld over punt 3 uit de nieuwe tekst: de vraag naar economische sancties. Men wijst erop dat het geld van de voornoemde lening Europees geld is. Wij bevinden ons hiermede niet in een bilaterale situatie. Een zachtere tekst is dan ook wenselijk. De indienster stelt daarom zelf voor, haar tekst aldus te vervangen: «D'insister, dans le cadre des Douze, sur la vigilance au sujet du respect des droits de l'homme en Yougoslavie en tenant compte du lien qui doit exister à cet égard dans les relations entre la Communauté européenne et la Yougoslavie.»

De Commissie neemt deze wijziging aan.

Tenslotte is de Commissie het ermee eens om vóór het laatste lid de volgende zinnen in het beschikkende gedeelte in te voegen:

« — *Het terugtrekken van het leger in de kazernes en van de Servische militaire politie uit de openbare dienst in Kosovo;*

— *Het heropenen van alle instellingen die gesloten werden (scholen, schouwburgen, bibliotheken, ...) en de wedererkenning van de Albanese taal in de administratie en de gezondheidsdiensten van Kosovo;*

— *Het stopzetten van het systematisch afstoten van Albaneestaligen in Kosovo en van de inwijdingspolitiek ten gunste van Serviërs.* »

Het aldus geamendeerde voorstel van resolutie wordt door de 12 aanwezige leden eenparig aangenomen.

Vertrouwen is geschonken aan de rapporteur.

De Rapporteur,
J. DE BREMAEKER.

De Voorzitster,
H. HANQUET.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

« Le Sénat,

Considérant que la communauté yougoslave d'origine albanaise au Kosovo fait l'objet de discriminations inacceptables de la part de la République de Serbie en raison de son appartenance ethnique:

1. Qu'en effet, la communauté yougoslave d'origine albanaise au Kosovo a très difficilement accès tant à l'enseignement qu'aux soins de santé, aux emplois dans l'armée, la presse, la magistrature, la politique et le secteur médical (sous-représentation manifeste, licenciements massifs,...);

2. Qu'il existe par ailleurs une volonté politique systématique de démolition du patrimoine culturel et historique de cette communauté (fermeture de théâtres, de bibliothèques, réduction des heures d'apprentissage de la langue maternelle, disparition des cours de culture, carence d'écoles,...);

3. Que celle-ci fait l'objet d'arrestations arbitraires, sans motif, de violation de la vie privée, de peines de prison plus importantes que celles imposées aux Serbes pour les mêmes motifs, que les prisonniers politiques sont détenus et torturés illégalement;

4. Que ses membres sont victimes d'une propagande médiatique de discrédit, d'humiliations, de calomnies et de mensonges de la part de la Serbie;

5. Considérant que la liberté fondamentale d'expression de cette communauté a été violée (dissolution des assemblées par la force, fermeture de la radio et de la télévision de langue albanaise);

Considérant ses aspirations légitimes au respect de son autonomie,

Demande au gouvernement belge:

1. De condamner toutes les discriminations, arrestations arbitraires et tortures portant atteinte aux droits de l'homme;

2. De demander au gouvernement yougoslave et à la République de Serbie:

— Une enquête urgente sur les brutalités policières;

— La libération de tous les prisonniers politiques;

— Le respect des droits de l'homme et notamment le rétablissement de l'assemblée législative, dissoute par la force, de la liberté d'expression et de presse de la

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

« De Senaat,

Overwegende dat de Joegoslavische gemeenschap van Albanese origine in Kosovo als etnische groep op onduidbare wijze wordt gediscrimineerd door de Republiek Servië en de Joegoslavische Regering:

1. Dat de Joegoslavische gemeenschap van Albanese origine immers slechts met mondjesmaat wordt toegelaten tot zowel het onderwijs als de gezondheidszorg, de betrekkingen bij het leger, de pers, de magistratuur, de politiek en de medische sector (kenmerkende ondervetegenwoordiging, massaal ontslag,...);

2. Dat het politiek beleid er bovendien op gericht is het cultureel en historisch erfgoed van deze gemeenschap systematisch te vernietigen (sluiting van schouwburgen, bibliotheken, beperking van het aantal lessen moedertaal, schrappen van de lessen Albanese cultuur, gebrek aan scholen,...);

3. Dat een aantal van haar leden willekeurig en zonder enige grond worden aangehouden, dat hun persoonlijke levenssfeer wordt aangetast, dat wegens dezelfde feiten tegen hen zwaardere gevangenisstraffen worden uitgesproken dan tegen Serviërs, dat de politieke gevangenen op onrechtmatige wijze gevangen worden gehouden en gefolterd;

4. Dat haar leden het slachtoffer zijn van een hetze in de nieuwsmedia, van een vernederende behandeling, van een laster- en leugencampagne opgezet door Servië;

5. Overwegende dat het fundamentele recht van deze gemeenschap op vrijheid van meningsuiting werd geschonden (ontbinding van de assemblées met gewelddadige middelen, sluiting van de Albanese radio- en televisiezenders);

Gezien haar gewettigd streven om haar autonomie erkend te weten,

Verzoekt de Belgische Regering:

1. Elke vorm van discriminatie, willekeurige aanhouding en foltering, die een schending van de rechten van de mens vormt, te veroordelen;

2. Bij de Joegoslavische Regering en de Republiek Servië aan te dringen op:

— Het onverwijld instellen van een onderzoek naar het gewelddadig optreden van de politie;

— De vrijlating van alle politieke gevangenen;

— De eerbiediging van de rechten van de mens, en meer bepaald de wederbijeenroeping van de met geweld ontbonden wetgevende assemblee, de eerbied-

communauté yougoslave d'origine albanaise au Kosovo, la réouverture de la radio et de la télévision en langue albanaise;

— La suppression des discriminations à l'égard de cette communauté;

— Le respect de son identité culturelle et de sa volonté de renforcer son autonomie au Kosovo;

— L'organisation d'élections libres garanties;

— Le retour de l'armée dans ses casernes et le retrait de la police militaire serbe des services publics au Kosovo;

— La réouverture de toutes les institutions qui ont été fermées (écoles, théâtres, bibliothèques,...) et le rétablissement de la reconnaissance de la langue albanaise dans l'administration et les services de santé du Kosovo;

— L'arrêt du rejet systématique dont les habitants d'expression albanaise du Kosovo font l'objet et l'arrêt de la politique d'implantation en faveur des Serbes;

3. D'insister, dans le cadre des Douze, sur la vigilance au sujet du respect des droits de l'homme en Yougoslavie, tenant compte du lien qui doit exister à cet égard dans les relations entre la Communauté européenne et la Yougoslavie.

diging van de vrijheid van meningsuiting en van drukpers van de Joegoslavische gemeenschap van Albanese origine in Kosovo, het hervatten van de uitzendingen van radio en televisie in het Albanees;

— Het opheffen van elke vorm van discriminatie waarvan deze gemeenschap het slachtoffer is;

— De erkenning van haar culturele eigenheid en van haar streven naar meer autonomie in Kosovo;

— De organisatie van gewaarborgd vrije verkiezingen;

— De terugkeer van het leger naar de kazernes en de terugtrekking van de Servische militaire politie uit de openbare dienst in Kosovo;

— De heropening van alle instellingen die gesloten werden (scholen, schouwburgen, bibliotheken,...) en de wedererkenning van de Albanese taal in de overheidsdiensten en de gezondheidsdiensten van Kosovo;

— De stopzetting van het systematisch afstoten van Albaneestaligen in Kosovo en van de inwijkingspolitik ten gunste van Serviërs;

3. Erop aan te dringen dat in het kader van de Twaalf nauwlettend wordt toegezien op de eerbiediging van de rechten van de mens in Joegoslavië, gelet op het verband dat moet bestaan tussen deze aangelegenheid en de betrekkingen van de Europese Gemeenschap met Joegoslavië.

ANNEXE

**Correspondance entre
M. le ministre des Affaires étrangères
et M. Kuijpers, sénateur**

Monsieur le Ministre,

Avec les peuples basque et celte, le peuple illyrien-albanais fait partie des communautés les plus anciennes d'Europe. Vous n'ignorez pas les scénarios d'expulsion élaborés par le professeur serbe Dr. Vaso Cubrilovic, ni les nombreuses tentatives impérialistes d'aliénation que les Albanais ont subies et subissent encore, dont l'intoxication récente de centaines d'écoliers albanais.

Lors des vacances de Pâques de 1990, j'ai maintes fois pu rendre visite à la partie albanaise de la Yougoslavie, ce qui m'a permis de compléter mes informations. Le Kosovo est une province à l'intérieur de la République de Serbie qui jouissait d'une large autonomie jusqu'à ce que le dirigeant serbe Slobodan Milosevic ressuscitât l'hégémonie serbe. En ce qui concerne la superficie, la province du Kosovo est comparable à la Flandre et compte environ deux millions d'habitants. L'immense majorité, actuellement environ 78 p.c., se compose d'Albanais. Les Serbes, minoritaires avec 13 p.c. de la population, tirent toutefois les ficelles.

Sous l'influence de leur dirigeant Slobodan Milosevic, les Serbes ont totalement privé le Kosovo de son autonomie. Depuis le 23 mars 1989, la région est, pour ainsi dire, dirigée par Belgrade.

Voici quelques faits que j'ai pu constater :

— Les députés des Albanais au Kosovo sont soumis à l'autorité de Milosevic. En effet, si un député se fait le champion des Albanais, il est destitué et envoyé en prison, comme cela fut le cas pour Azem Vllasi.

— L'appareil policier du Kosovo a été complètement démantelé et des agents serbes sont « lâchés » au Kosovo. Ceux-ci ne connaissent toutefois pas l'albanais et ont souvent été formés pour sévir contre les Albanais. Lors de notre séjour, j'ai pu le constater de mes propres yeux à l'occasion de cinq contrôles d'identité et d'arrestations. Pire encore : ces agents ont l'autorisation d'arrêter des gens sans aucune raison, de faire irruption dans les maisons et de les détruire, même d'abattre des gens !

— L'appareil judiciaire subit également une « serbisation » : dans tous les centres administratifs moyens et importants, on nomme des avocats et des juristes de Belgrade (à 400 km du Kosovo !). Ils ignorent également la langue et les mœurs des gens auprès desquels ils doivent rendre la « justice ». En outre, on sait d'avance qu'en cas de contentieux, c'est le Serbe qui obtiendra justice.

— L'enseignement souffre du système de l'Apartheid. Les enfants albanais et serbes ne peuvent plus être dans une même classe, ni aller à l'école au même moment : les Serbes y vont le matin, les Albanais l'après-midi. En outre, les Serbes de Belgrade obligent parfois les établissements scolaires à créer une classe pour un seul enfant serbe au Kosovo.

Le serbe est devenu un cours obligatoire dès la première année.

— Entre-temps, les Albanais subissent quotidiennement de nombreuses tracasseries et exactions :

- le drapeau albanais, l'aigle bicéphale étoilée, est interdit sous sa forme originelle;

BIJLAGE

**Briefwisseling tussen
de Minister van Buitenlandse Zaken
en senator Kuijpers**

Geachte heer Minister,

Het Illirisch-Albanese volk behoort naast 't Baskische en de Keltische volkeren tot de oorspronkelijkste samenlevingen van Europa. De uitdrijvingsplannen van de Servische Prof. Dr. Vaso Cubrilovic en de vele vervreemdingsimperialismen die zij ondergingen en ondergaan tot en met de jongste nl. de intoxicatie van honderden Albanese schoolkinderen, zijn U welbekend.

Tijdens de paasvakantie 1990 kon ik in 't Albanese deel van Joegoslavië vele bezoeken afleggen om zo mijn informatie te vervolledigen. Kosovë vormt een provincie binnen de republiek Servië die een ruime mate van zelfbestuur genoot tot de Servische leider Slobodan Milosevic het Servisch hegemonisme nieuw leven inblies. De provincie Kosovë is qua grootte vergelijkbaar met Vlaanderen en telt ongeveer 2 000 000 inwoners. De Albanese vormen er de overgrote meerderheid, nu circa 78 pct. De touwtjes zijn evenwel in handen van de minderheid Serviërs die ongeveer 13 pct. van de bevolking uitmaakt.

Onder impuls van hun leider Slobodan Milosevic hebben de Serviërs de autonomie van Kosovë volledig ongedaan gemaakt. De streek wordt sinds 23 maart 1989 zo goed als bestuurd vanuit Belgrado.

Ziehier enkele feiten die ik ervaarde :

— De volksvertegenwoordigers van de Albanese in Kosovë zijn gebonden aan het overwicht van Milosevic. Immers, als een volksvertegenwoordiger zich als verdediger van de Albanese opstelt, wordt hij afgezet en belandt in de gevangenis, bijvoorbeeld Azem Vllasi.

— Het politieapparaat van Kosovë is helemaal ontmanteld en vanuit Servië worden nu agenten in Kosovë « gedropt ». Deze agenten kennen evenwel de Albanese taal niet en zijn dikwijls al sterk bewerkt om uiterst hard op te treden tegen de Albanese. Tijdens ons verblijf heb ik dit persoonlijk tijdens de vijf controlebeurten en opleidingen + aanhouding kunnen ervaren. Meer nog : zij mogen zomaar mensen aanhouden, huizen binnenvallen en vernielen, zelfs mensen doodschieten !

— Het gerechtelijk apparaat wordt evenzeer helemaal « geserveiseerd » : in alle grote en middelgrote administratieve centra zijn advocaten en juristen uit Belgrado (400 km van Kosovë !) aangesteld. Zij kennen evemin de taal en gewoonten van de mensen over wie zij « recht » moeten spreken. Bovendien weet men vooraf dat bij een geschil de Serviër het steeds haalt.

— In het onderwijs kent men het systeem van de Apartheid. Albanese en Servische kinderen mogen niet meer samen in dezelfde klas zitten en niet op een zelfde tijdstip naar school : 's morgens de Serviërs, 's namiddags de Albanese. Bovendien verplichten de Serviërs vanuit Belgrado de onderwijsinrichtingen soms voor slechts 1 Servisch kind in Kosovë een klas te vormen.

Het Servisch werd 'n verplicht taalvak vanaf het eerste studiejaar.

— Intussen gebeuren er dagelijks pesterijen zoals :

- de Albanese vlag, de tweekoppige adelaar met ster, wordt verboden in haar oorspronkelijke vorm;

- les noms de rue qui évoquent un héros albanais sont modifiés;
- les noms des écoles qui se réfèrent aux écrivains ou aux personnages historiques albanais sont changés;
- ces derniers mois, environ 47 000 passeports albanais ont été retirés, ce qui rend les déplacements difficiles, voire impossibles; environ 700 familles originaires d'Albanie qui résident depuis des décennies au Kosovo en tant que réfugiés politiques, risquent de se voir extradées;
- on oblige les policiers albanais à parler le serbe entre eux et on leur interdit de parler en albanais (par exemple à Pejë, ville située au sud du Kosovo);
- on interdit aux Albanais d'acheter les terrains de Serbes qui émigrent en Serbie à cause des manques de perspectives au Kosovo. Les Serbes de Belgrade considèrent que, de cette façon, les Albanais « expulsent » les Serbes. Dans ce cas, le Serbe qui a vendu son terrain à un Albanais peut, des années après, réclamer son terrain au prix qu'il en a obtenu à l'origine, et de dans un pays où l'inflation se chiffre en milliers de pour cent!;

— la plupart des places vacantes sont réservées aux Serbes. Si un Serbe est licencié, son patron devra se justifier et réengager le Serbe.

Des organisations de défense des droits de l'homme, reconnues officiellement et très appréciées, ont publié des chiffres et des rapports sur cette situation. Il s'agit de:

- Amnesty International, Londres;
- Fédération internationale des droits de l'homme (Nations Unies), Paris;
- Conseil pour la défense des droits de l'homme, Pristine;
- Helsinki International Federation for Human Rights, Bratislava;
- Bielefelder Flüchtlingsrat, mars 1990;
- Comité pour le Kosovo, Berne, Genève, Bruxelles;
- Rapport: droits des minorités en Europe du Sud-Est, 1^{er} avril 1990, Copenhague.

Ces rapports révèlent qu'entre le 1^{er} janvier 1981 et le 30 septembre 1988, presque un tiers de tous les albanophones de la Yougoslavie ont eu des démêlés avec les instances judiciaires. Ceci représenterait 584 373 dossiers pour le Kosovo, la province albanaise autonome de la République fédérative de Serbie. Quelque 90 p.c. de tous les prisonniers politiques en Yougoslavie sont albanais. Pour cette même période, quelque 1 100 miliciens de l'armée yougoslave ont subi de lourdes peines et environ 6 000 habitants du Kosovo ont été condamnés à des peines dépassant 15 années. L'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) stipule pourtant: « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

* M. Adem Demaçi, éminent écrivain albanais, né en 1936, a trois fois été interné en tant que prisonnier politique et a passé plus de 29 ans en prison sans avoir commis le moindre acte violent. Il fut libéré fin avril.

* Le poète-écrivain albanais Qamil Hajdini, né au Kosovo, maintenant marié avec une Hollandaise, fut condamné à mort le 11 mai 1967, en Albanie, et fut relâché le 20 novembre 1982. Il a fui l'Albanie pour se rendre en Grèce le 28 mars 1983, après 15 ans de camps disciplinaires, de cellules d'isolation, de chocs électriques... Il a obtenu le statut de réfugié politique, mais même en Occident, il n'a pas cessé d'être menacé. Ses actes de résistance n'ont trouvé qu'une petite audience. Pour protester contre les poursuites dont il faisait constamment l'objet, il a lancé, le 19 fé-

- de straatnamen die een Albanese held inhouden, worden gewijzigd;
- de namen van de scholen die naar Albanese schrijvers of historische figuren refereren, worden veranderd;
- de laatste maanden werden er naar schatting 47 000 paspoorten afgenomen van Albanezen zodat deze uiterst moeilijk of niet meer kunnen reizen; een 700-tal families uit Albanië die al decennia in Kosovë verblijven als politieke vluchteling, dreigen uitgezonden te worden;
- aan de Albanese politieagenten (bijvoorbeeld in Pejë — stad in 't zuiden van Kosovë) wordt opgelegd ook onder mekaar Servisch te spreken en wordt hen verboden het Albanees te spreken;
- aan de Albanezen wordt verboden grond te kopen van Serviërs die uitwijken naar Servië omdat ze in Kosovë geen perspectieven meer zien. Door de Serviërs in Belgrado wordt deze koop beschouwd als een soort « verdrijving » van de Serviërs door de Albanezen. In dergelijk geval mag de Serviër die zijn grond aan de Albanees verkocht heeft, jaren later zijn grond opnieuw opeisen aan de prijs die hij ervoor heeft gekregen en dit in een land waar de inflatie duizenden percenten bedraagt!;
- de meeste openstaande functies worden voorbehouden aan de Serviërs. Wordt een Serviër ontslagen, zal zijn baas zich moeten verantwoorden en zal hij de Serviër opnieuw in dienst moeten nemen.

Uit cijfers en verslagen van officieel erkende en gewaardeerde mensenrechtenorganisaties zoals:

- Amnesty International, Londen;
- Internationale Federatie van Mensenrechten (Verenigde Naties), Parijs;
- De Raad voor de Verdediging van Mensenrechten, Pristine;
- Helsinki International Federation for Human Rights, Bratislava;
- Bielefelder Flüchtlingsrat, maart 1990;
- Kosovëkomitee Bern, Genève, Brussel;
- Verslag: minderheidsrechten in Zuidoostelijk Europa, 1 april 1990, Copenhague.

Blijkt dat tussen 1 januari 1981 en 30 september 1988 bijna een derde van alle albaneessprekenden uit Joegoslavië in contact kwamen met de gerechtelijke instanties. Voor Kosovë, het Albanees zelfstandig gebied van de deelrepubliek Servië, zouden dat 584 373 dossiers betekenen. Zowat 90 pct. van alle politieke gevangenen in Joegoslavië zijn Albanees. Tijdens diezelfde periode ondergingen in 't Joegoslavisch leger zowat 1 100 dienstplichtigen zware straffen en daarenboven werden ongeveer 6 000 Kosovaren tot straffen van méér dan vijftien jaar veroordeeld. Artikel 1 van de Wereldverklaring van de Rechten van de Mens (1948) houdt nochtans voor: « Alle mensen worden vrij en gelijk in waardigheid en rechten geboren. Zij zijn begiftigd met verstand en geweten, en behoren zich jegens elkander in een geest van broederschap te gedragen ».

* De heer Adem Demaci, vooraanstaand Albanees schrijver, geboren in 1936, werd driemaal als politiek gevangene geïnterneerd en verbleef — zonder één gewelddaad te hebben gepleegd — meer dan 29 jaar in gevangenschap. Eind april werd hij vrijgelaten.

* De Albanese dichter-schrijver Qamil Hajdini in Kosovë geboren, nu gehuwd met een Nederlandse, werd in Albanië ter dood veroordeeld op 11 mei 1967 en vrij gelaten op 20 november 1982. Hij ontvluchtte Albanië naar Griekenland op 28 maart 1983, na vijftien jaar strafkampen, isolatiecel, elektrische schokken... Hij werd erkend als V.N.-politiek vluchteling. Maar ook in 't Westen werd hij verder bedreigd. Zijn verweeractie vond echter weinig gehoor. Als protest tegen zijn voortdurende vervolging gooide hij op 19 februari 1990 een schijnbom naar de Alba-

vrier 1990, une fausse bombe sur l'ambassade albanaise à Paris et s'est ensuite livré à la police. Maintenant, il se trouve à la prison de Fresnes. Jusqu'ici sa famille n'a pas pu lui rendre visite ...

MM. Demaçi et Hajdini sont deux exemples parmi d'autres, deux symboles. L'article 5 stipule: « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

L'assassinat d'Enver Hadri le 25 février 1990 ferme pour le moment la liste des 83 Croatiens et Albanais qui, depuis 1945, ont été assassinés, en dehors de la Yougoslavie, pour des raisons politiques.

Après la période de démocratisation politique entre 1974 et 1981, les albanophones de Kosovo, de la Serbie, de la Macédoine et du Monténégro ont peu à peu été privés (et ils le sont toujours) des droits fondamentaux à l'existence. Alors que le Rideau de fer et le Mur de Berlin se sont effondrés, l'Albanie continue à s'isoler.

Nous pouvons résumer en cinq points et illustrer par quelques exemples la violation des droits de l'homme et des nations à l'encontre des albanophones du Kosovo:

1. *Selon l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le travail est un droit.*

* le Kosovo, province autonome de la Serbie, comporte:

77,4 p.c. d'albanophones qui représentent 82,1 p.c. des chômeurs; les 13,2 p.c. de Serbes ne représentent que 10,5 p.c. des chômeurs. Les Monténégrins, avec 1,7 p.c., ont 0,9 p.c. de chômeurs, tandis que 0,8 p.c. de Turcs représentent 0,8 p.c. de chômeurs.

* 1 Albanais sur 13 a donc un travail au Kosovo, contre 1 Serbe sur 5 et 1 Monténégrin sur 3.

Environ 60 000 familles albanaises ne comptent aucun salarié au Kosovo.

2. *Selon l'article 26, l'éducation dans sa propre langue est un droit.*

* En Macédoine, on a complètement démantelé l'enseignement secondaire en albanais, mis à part 3 classes à Tetova et 1 classe à Skopje. Aucune classe albanaise n'existe à Belgrade, qui compte environ 70 000 Albanais.

* Au Kosovo même, environ 7 600 albanophones qui ont obtenu leur diplôme d'enseignement primaire n'ont plus été inscrits dans des écoles albanaises pour l'année scolaire 1989-1990.

* L'école des beaux-arts albanaise de Prishtinë a été fermée.

* Le nombre d'étudiants albanaïns inscrits à l'université de Prishtinë diminue graduellement depuis 1981 et n'atteint, en 1990, plus que 60 p.c. du nombre inscrit en 1981.

3. *Article 25. — Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant.*

Des centaines d'Albanais du Kosovo perdent leur travail à cause de leur appartenance ethnique, ou bien leurs tâches sont continuellement modifiées ou supprimées. En voici quelques exemples:

* Dans la gigantesque usine textile de Gjilar et dans les mines de Trepcha, des dizaines de sympathisants albanaïns ont été licenciés.

* 13 professeurs de l'université de Prishtinë ont été licenciés, dont 3 membres de l'Académie des Lettres et des Beaux-Arts du Kosovo.

* 11 enseignants de Presheve ont reçu une lettre de licenciement en serbe, sous prétexte d'avoir voté contre la modification du nom de leur école, Skanderbeg (un Van Artevelde albanaïns du 15^e siècle) et de s'être opposés à une hausse salariale séparée de 10 p.c. pour les serbophones.

nese ambassade te Parijs en ging zich daarna aangeven bij de politie. Nu verblijft hij in de gevangenis te Fresnes. Tot hiertoe mocht hij er geen enkel bezoek van zijn familie ontvangen...

Demaci en Hajdini zijn slechts twee symbolen voor zovelen. Artikel 5 «Niemand zal onderworpen worden aan folteringen, noch aan wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing».

De sluipmoord op Enver Hadri (25 februari 1990) sluit voorlopig de rij van de 83, sedert 1945, buiten Joegoslavië om politieke redenen vermoorde Kroaten en Albanezen.

Na een meer democratische beleidsperiode tussen 1974 en 1981 werden en worden de normale bestaansrechten van de Albanees-sprekenden in Kosovë, Servië, Macedonië en Montenegro stap-na-stap afgebroken. En waar het IJzeren Gordijn en de Berlijnse Muur neergehaald zijn, blijft Albanië zich verder afsluiten.

De overtreding van het mensen- en volkerenrecht t.a.v. de Albaneessprekenden in Kosovë kunnen we in vijf hoofdpunten samenvatten en met enkele voorbeelden toelichten:

1. *Arbeid is een recht volgens artikel 23 van de Wereldverklaring van de Rechten van de Mens.*

* Kosovë, autonoom bestuursdeel van Servië telt:

77,4 pct. Albaneessprekenden die 82,1 pct. van de werkloosheid uitmaken; voor 13,2 pct. Serviërs maakt dit 10,5 pct. En 1,7 pct. Montenegrijnen leveren 0,9 pct. van de werklozen, terwijl 0,8 pct. Turken 0,8 pct. van de werkloosheid uitmaken.

* In Kosovë bezit zodoende 1 op elke 13 Albanezen werk tegenover: 1 op elke 5 Serviërs en 1 op elke 3 Montenegrijnen.

In Kosovë leven ongeveer 60 000 Albanese families zonder één loontrekkende in hun midden.

2. *Onderwijs in eigen taal is een recht volgens artikel 26.*

* In Macedonië werd het Albanees voortgezet onderwijs (M.O.) helemaal afgebouwd tot op 3 klassen na in Tetova en 1 klas in Skopje. In Belgrado (met ongeveer 70 000 Albanezen) bestaat er geen enkele Albanese klas.

* In Kosovë zelf werden, voor het schooljaar '89-'90, zowat 7 600 Albaneessprekenden die het L.O.-diploma behaalden, niet meer ingeschreven in Albanese scholen.

* De Albanese kunstakademie van Prishtinë werd opgeheven.

* Het aantal Albanese studenten aan de Universiteit van Prishtinë daalde gaanderwijs van in 1981 tot 60 pct. van dit peil in 1990.

3. *Artikel 25 — Eenieder heeft recht op een eigen levensstandaard.*

In Kosovë verliezen honderden Albanezen, omwille van hun aard, hun werk of wordt aan de lopende band hun werkopdracht veranderd of geschorst. Enkele voorbeelden:

* In het reuzetekstielbedrijf te Gjilar en in de mijn te Trepcha werden tientallen Albaneesgezinnen door ontslag getroffen.

* 13 professoren van de Albanese universiteit van Prishtinë werden ontslagen, daaronder 3 leden van de Kosovaarse Akademie van Kunsten en Letteren.

* 11 leerkrachten werden in Presheve met een in het Servisch gestelde opzegging ontslagen omdat zij tegen de verwijdering van de schoolnaam Skanderberg (een Albanese van Artevelde uit de 15de eeuw) stemden en omdat zij zich tegen een afzonderlijke loonsverhoging van 10 pct. voor Servischsprekenden hadden verzet.

* Dans l'industrie de transformation de la viande à Fushe-Kosovo, certains ouvriers ont d'abord été expulsés du Parti pour ensuite perdre leur travail sans aucune forme de procédure.

4. Article 19. — *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quel que moyen d'expression que ce soit.*

* A la rédaction du quotidien albanais *Relindja*, une trentaine de journalistes ont vu leurs reportages réprimés. Chaque article y est censuré. Les événements politiques du Kosovo ne peuvent être couverts que sur la base des dépêches officielles venant du « Tanjug ».

* 7 journalistes de Radio Kosovo ont subi une diminution salariale à cause des informations qu'ils émettaient; en outre, ils ne peuvent plus prendre le micro.

* 9 journalistes et documentalistes de Prishtinë-télévision se sont vu attribuer d'autres tâches après avoir couvert la grève des mineurs.

5. Article 9. — *Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé.*

* Depuis 1981, environ 8 000 Albanais ont été condamnés pour « outrages ». Un exemple: Idriz Sutaj de Deçan, à 52 ans, a été condamné à 60 jours de prison pour avoir incorporé une aigle albanaise, sans étoile rouge, dans sa tapisserie!

* Malgré le fait que le suicide n'entre pas ou quasi jamais dans les habitudes albanaises, depuis 1981, 22 décès parmi les miliciens albains de l'armée yougoslave ont été taxés de suicide. Les cercueils hermétiquement fermés ont été remis aux familles et les funérailles se sont déroulées sous le contrôle de l'armée.

* En 1989, environ 500 citoyens albains ont été enfermés et isolés et torturés; parmi eux se trouvait le docteur Rexhep Ismail, professeur à l'université de Prishtinë. Le simulacre de procès contre les geôliers de Leskovac, qui s'étaient rendus coupables de ces faits, a abouti à leur acquittement. Le médecin de la prison a certifié que tous les prisonniers concernés avaient reçu les blessures en question avant leur arrestation.

Quelques considérations

— Des sources slovènes nous apprennent qu'après la décision, le 23 mars 1989, de restreindre l'autonomie du Kosovo, il y a eu au moins 200 morts. Toutes proportions gardées, c'est un nombre plus élevé de morts que, par exemple, en Roumanie...

— Avec ses 21 506 km², le Kosovo est plus étendu que le Monténégro et ses 2 millions d'habitants en font une région plus peuplée que la Macédoine. Le souhait de former une république à part est dès lors plus que justifié au sein de la République fédérative de Yougoslavie. En 1988, 20 175 sur 21 211 « assemblées » se sont prononcées contre la suppression progressive de l'autonomie (Rapport de la 46^e séance de la Commission des droits de l'homme des Nations unies).

— Le Kosovo est la région yougoslave la plus pauvre. En juillet 1989, le salaire mensuel moyen s'élevait à 4 612 706 dinars en Yougoslavie, mais à 2 800 768 dinars au Kosovo. Depuis, aucune amélioration n'a été constatée.

— La Yougoslavie a posé sa candidature comme membre du Conseil de l'Europe. Elle jouit d'un accord de coopération favorable avec la Communauté européenne qu'elle souhaite transformer en « association ».

— Lors de la réunion au sommet des quatre pays limitrophes à Budapest (novembre 1989), la Hongrie, l'Italie, la Yougoslavie et

* In de vleesverwerkende nijverheid van Fushe-Kosovë, werden eerst een aantal arbeiders uit de Partij gestoten en dezen verloor daarna hun werk zonder enige procedure.

4. Artikel 19 — *Eenieder heeft recht op vrijheid van mening en meningsuiting. Dit recht omvat de vrijheid, zonder inmenging, een mening te koesteren en door alle middelen en ongeacht grenzen, inlichtingen en denkbeelden op te sporen, te ontvangen en door te geven.*

* In de redactie van het in het Albanese opgestelde dagblad *Relindja* werd de verslaggeving van een dertigtal journalisten aan banden gelegd. Ieder artikel wordt gecensureerd. De politieke gebeurtenissen in Kosovë mogen slechts op basis van de officiële « Tanjug »-berichten weergegeven worden.

* In de Kosovë-radio werden 7 journalisten omwille van hun berichtgeving met loonsvermindering bestraft; zij mogen ook niet meer voor de mikro spreken.

* Omwille van hun berichtgeving over de mijnwerkersstaking kregen 9 journalisten en dokumentalisten bij de Prishtinë-TV een andere opdracht.

5. Artikel 9 — *Niemand zal onderworpen worden aan willekeurige arrestatie, detentie of verbanning.*

* Sinds 1981 werden een 8 000-tal Albanezen veroordeeld wegens « beledigingen ». Een voorbeeld: de 52-jaar oude Idriz Sutaj uit Deçan kreeg 60 dagen celstraf omdat hij in zijn tapijtwerk een Albanese adelaar weefde, zonder « rode ster »!

* Niettegenstaande zelfmoord in de Albanese gewoonten haast niet of nooit voorkomt werden in het Joegoslavisch leger, sedert 1981, 22 doodsoorzaken bij de Albanese dienstplichtigen onder « zelfmoord » geregistreerd. De hermetisch gesloten doods-kisten werden aan de families overgemaakt en de begrafenis geschiedde onder toezicht van de legeroverheid.

* In 1989 werden ongeveer 500 Albanese burgers geïsoleerd opgesloten en gemarteld; onder hen Dr. Rexhep Ismail, professor aan de Prishtinë-universiteit. Het schijnproces tegen gevangenisbewakers van Leskovac, die aan deze feiten schuldig waren, liep uit op een vrijspraak. De gevangenisdokter attesteerde voor elk der betrokken gevangenen dat ze die wonden vóór hun gevangenneming hadden opgelopen!

Enkele beschouwingen

— Sloveense bronnen berichtten ons dat na de goedkeuring van de Kosovaaarse autonomiebeperking op 23 maart 1989 minstens 200 doden vielen. Verhoudingsgewijze is dit een groter aantal dan bijvoorbeeld in Roemenië...

— Kosovë is met zijn 21 506 km² groter dan Montenegro en heeft met zijn zowat 2 miljoen inwoners een hoger bevolkingscijfer dan Macedonië. De deelrepubliekwens is dus meer dan gewettigd binnen de Joegoslaafse Federatieve Republiek. In 1988 spraken 20 175 « vergaderingen » op 21 211 zich tegen de autonomieafbouw uit. (Verslag van de 46ste Zitting van de Mensenrechtenkommissie der Verenigde Naties).

— Kosovë vormt het armste gebiedsdeel van Joegoslavië. In juli '89 bedroeg het gemiddelde maandloon in Joegoslavië 4 612 706 dinars, maar in Kosovë 2 800 768. Sindsdien trad er geen beterschap op.

— Joegoslavië stelde zijn kandidatuur om lid te worden van de Raad van Europa. Het bezit een gunstig samenwerkingsakkoord met de Europese Gemeenschap en wil dit uitbreiden tot een « associatie ».

— Tijdens de topbijeenkomst der 4 buurlanden in Boedapest (november 1989) werden tussen Hongarije, Italië, Joegoslavië en

l'Autriche ont discuté de divers accords de coopération concernant le développement de l'industrie, la recherche scientifique, le cadre de vie, la politique en matière d'énergie et de transports.

— L'aide bilatérale entre la Yougoslavie et la C.E.E. s'élève à 550 millions d'ECU. Un troisième protocole financier est en préparation. Le projet « Phare » prévoit 200 millions d'ECU, pour le développement des conditions de vie dans les pays d'Europe centrale et orientale, dont la Yougoslavie.

— Les six Etats de l'Association européenne de Libre Echange (A.E.L.E.), qui se sont réunis à Genève les 11 et 12 décembre 1989, veulent lancer une coopération avec les douze Etats membres de la C.E.E. en faveur de l'Europe centrale et orientale. En outre, ils prévoient 100 millions de dollars U.S. en vue de créer un fonds de développement pour la Yougoslavie.

— Dans la ligne de sa résolution du 17 septembre 1981 concernant la situation au Kosovo et le respect des droits de l'homme, le Parlement européen a approuvé, le 15 février 1990, une nouvelle résolution comprenant six points, dont le respect des droits de l'homme.

Questions :

1. J'aimerais que M. le Ministre me communique les initiatives qu'il prendra au nom de notre gouvernement et dans le cadre des négociations politiques des Douze afin d'inclure, dans tout accord de coopération avec la Yougoslavie, des conditions relatives aux droits de l'homme et des nations.

2. Concrètement, je souhaiterais apprendre de quelle façon le Ministre est intervenu auprès du gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie afin d'inciter la République socialiste de Serbie et la province autonome du Kosovo :

— à organiser une table ronde pour le Kosovo en prévoyant des négociations entre tous les représentants, officiels et privés, des habitants;

— à libérer tous les prisonniers politiques et à faire cesser l'arbitraire judiciaire;

— à respecter le droit à la résidence pour tous les habitants autochtones du Kosovo et mettre fin à l'état d'expulsion dans lequel se trouvent tous les réfugiés politiques résidant en Yougoslavie;

— à créer les conditions de vie démocratiques prévues dans tous les accords internationaux signés par la Yougoslavie.

(Traduction)

Monsieur le Sénateur,

Votre lettre du 16 mai 1990 concernant la situation des Albanais dans la République fédérative de Yougoslavie et, surtout, dans la province du Kosovo, a tout particulièrement retenu mon attention.

Je partage votre avis sur l'extrême gravité de la situation qui y règne, surtout après ce qui s'est passé récemment. Je m'inquiète beaucoup de la violation des droits de l'homme dans cette région, ainsi que du retard économique du Kosovo par rapport aux autres républiques yougoslaves.

L'attitude belge en la matière est dictée par deux préoccupations :

— d'une part, nous nous inquiétons de la violence qui y fait rage et dont souvent sont victimes les habitants d'origine albanaise;

— d'autre part, il convient d'encourager les réformes économiques du Premier ministre Markovic et de stimuler les tendances

Oostenrijk verschillende samenwerkingsakkoorden inzake nijverheidsontwikkeling, wetenschappelijk onderzoek, leefmilieu, energie- en vervoerbeleid, besproken.

— De bilaterale hulp tussen Joegoslavië en de E.G. beloopt 550 miljoen ERE. Een derde financieel protocol wordt voorbereid. Het « Phare »-project voorziet 200 miljoen ERE voor de ontwikkeling van de levensomstandigheden in Midden- en Oost-Europa, waaronder Joegoslavië.

— De 6 Europese Vrijhandelszonestaten (E.F.T.A.), in Genève bijeen op 11-12 december 1989, willen met de 12 Europese lidstaten een samenwerking opzetten voor Midden-Oost-Europa. Zij voorzien bovendien 100 miljoen U.S.-dollars om een ontwikkelingsfonds ten gerieve van Joegoslavië, op te zetten.

— Aansluitend bij haar resolutie van 17 december 1981 betreffende de toestand in Kosovë en de eerbiediging van de Rechten van de Mens, keurde het Europees Parlement op 15 februari 1990 een nieuwe zes punten-resolutie goed, die ook de eerbiediging van de mensenrechten betrof.

Vraagstelling :

1. Graag vernam ik dan ook van de Minister welke stappen hij namens onze regering én in het raam van het politieke overleg der Twaalf zal zetten om voorwaardelijke mensen- en volkerenrechten in te bouwen bij iedere samenwerking met Joegoslavië.

2. In concreto vernam ik graag van de Minister zijn tussenkomsten bij de leiding van de Socialistische Federatieve Republiek van Joegoslavië om de Socialistische Republiek van Servië en de autonome provincie Kosovë er toe te bewegen :

— een rondetafel te organiseren voor Kosovë met overleg tussen alle officiële- en privé-vertegenwoordigers van de bewoners;

— alle politieke gevangenen vrij te laten en de gerechtelijke willekeur te doen ophouden;

— het woonrecht te eerbiedigen in Kosovë voor alle autochtone bewoners en de uitwijzingsstoestand op te heffen voor alle in Joegoslavië verblijvende politieke vluchtelingen;

— de democratische levensvoorwaarden te scheppen zoals voorzien in de door Joegoslavië ondertekende internationale akkoorden.

Mijnheer de Senator,

Uw brief van 16 mei 1990 betreffende de situatie van de Albanen in de Joegoslavische Federatieve Republiek en vooral in de provincie Kosovo trok mijn bijzondere aandacht.

Ik deel uw mening dat de toestand er zeer ernstig is; zeker na de recente gebeurtenissen. De overtreding van de mensenrechten in dit gebied en de economische achterstand van Kosovo op de andere Joegoslavische republieken verontrust mij zeer.

De houding van België hiertegenover is geïnspireerd door twee bekommernissen :

— enerzijds zijn wij ongerust over het geweld dat er voorkomt en waarvan de inwoners van Albanese origine veelal slachtoffer zijn;

— anderzijds verdienen de economische hervormingen van Premier Markovic aanmoediging en moeten de democratische

démocratiques au sein de la société yougoslave. L'éventuelle balkanisation de cette république n'améliorera pas la situation et est un danger réel pour la sécurité en Europe.

A l'occasion de ma rencontre, l'année passée, avec le Secrétaire fédéral des Affaires étrangères, M. B. Loncar, j'ai souligné l'attachement que je porte au respect des droits de l'homme, également en ce qui concerne le Kosovo. La présence sur place de l'ambassadeur belge lors du fameux procès Vlassi est à considérer dans cette optique. Au printemps, notre ambassadeur a eu mission de protester officiellement contre la violation des droits de l'homme au Kosovo auprès du Ministère fédéral des Affaires étrangères.

Plus particulièrement, en ce qui concerne les récents événements survenus après la dissolution du Parlement du Kosovo, la Belgique n'a pas manqué de protester.

De même que les autres ambassadeurs de la C.E., notre ambassadeur n'a pas assisté à la réception offerte, le 6 juillet, par le président serbe.

La première parmi les Douze, la Belgique a protesté sur le plan bilatéral auprès des autorités fédérales. Notre ancien ambassadeur a fait mention de ces protestations lorsqu'il a pris congé des autorités serbes. Par la suite, la Belgique s'est efforcée, dans le cadre des Douze (lors de la présidence italienne), de faire des démarches dans le cadre de la première phase du mécanisme C.D.H. de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (C.S.C.E.).

On a explicitement souligné le fait que la situation actuelle est en contradiction avec les engagements qui ont été pris par les 35 pays participants, plus particulièrement avec le principe VII de l'Acte d'Helsinki, le paragraphe 15 du document final de Madrid, le paragraphe 18 du document final de Vienne et le paragraphe 30 du document final de la Conférence de Copenhague sur la Dimension humaine.

Etant donné que la Yougoslavie souhaite devenir membre du Conseil de l'Europe, le groupe d'experts compétent et la Commission parlementaire émettront leurs critiques sur la situation actuelle.

Je peux vous confirmer que la situation au Kosovo est régulièrement inscrite à l'ordre du jour de la Coopération politique européenne (C.P.E.).

J'espère que le processus de démocratisation qui bat son plein dans les pays de l'Est aura une influence positive sur la Yougoslavie. De cette façon, des élections libres pourront créer le cadre nécessaire qui permettra aux représentants des Serbes et des Albanais d'avoir un véritable dialogue.

(Traduction)

...

Mark EYSKENS.

tendenzen in de Joegoslavische samenleving gestimuleerd worden. Het eventueel uiteenvallen van deze Balkanrepubliek zal de toestand niet verbeteren en vormt tevens een reëel veiligheidsrisico voor Europa.

Ik kan u verder mededelen dat ik ter gelegenheid van mijn ontmoeting vorig jaar met de Federale Secretaris van Buitenlandse Zaken, de heer B. Loncar, heb gewezen op mijn gehechtheid aan de eerbiediging van de mensenrechten en zo ook wat Kosovo betreft. De tegenwoordigheid van de Belgische ambassadeur ter plaatse op het door u welbekende proces Vlassi, plaatst zich in dit verband. In het voorjaar kreeg onze ambassadeur opdracht om bij het federale ministerie van Buitenlandse Zaken officieel te protesteren tegen de schending van de mensenrechten in Kosovo.

Meer in het bijzonder met betrekking tot de recente gebeurtenissen na de ontbinding van het Parlement van Kosovo, heeft België niet nagelaten te protesteren.

Onze ambassadeur (met de andere EG-ambassadeurs) bleef afwezig op de receptie aangeboden door de Servische President op 6 juli.

België heeft op bilateraal vlak, als eerste van de Twaalf, geprotesteerd bij de federale autoriteiten. Bij het afscheid bij de Servische autoriteiten van onze vroegere ambassadeur heeft deze gewag gemaakt van dit protest. Nadien heeft België zich ingespannen om in het kader van de Twaalf (via het Italiaanse voorzitterschap) een démarche te laten uitvoeren in het kader van de eerste fase van het CDH-mechanisme bij de Conferentie inzake Veiligheid en Samenwerking in Europa (CVSE).

Daarbij werd uitdrukkelijk gewezen op het feit dat de huidige situatie in contradictie is met de engagementen die door de 35 zijn genomen, meer bepaald in principe VII van de Helsinki-acte, paragraaf 15 van het slotdocument van Madrid, paragraaf 18 van het slotdocument van Wenen en in paragraaf 30 van het slotdocument van de Conferentie van Kopenhagen over de Humane Dimensie.

Aangezien Joegoslavië lid wenst te worden van de Raad van Europa, zullen de bevoegde expertengroep en Parlementaire Commissie zich kritisch uitlaten over de huidige situatie.

Ik kan u bevestigen dat in de schoot van de Europese Politieke Samenwerking (EPS) de situatie in Kosovo regelmatig aan de orde komt.

Ik hoop dat de democratiseringsgolf die in de Oosteuropese landen nu volop ingang vindt een positieve invloed zal uitstralen in Joegoslavië. Alzo kan via vrije verkiezingen een kader geschapen worden waarin een echte dialoog tussen vertegenwoordigers van de Serven en Albanezen mogelijk wordt.

Met bijzondere hoogachting,

Mark EYSKENS.